

d'avoir des conséquences limitatives sur nos possibilités d'intervention, ces dernières semaines. Les camarades de la LC qui militent à l'intérieur du syndicat CGT, dans le secteur « mensuels » de la Delle, sans implantation dans le secteur « horaires » qui est le secteur décisif. Nous publions régulièrement depuis 71 un bulletin « Taupe Rouge » qui est très bien reçu sur l'entreprise. Les militants de la LC bénéficient d'un prestige certain au niveau du secteur « mensuels », ce qui leur a permis de s'opposer victorieusement aux tentatives de répression de la direction PCF du syndicat, dès l'année dernière. Comme on le verra plus loin, malgré leur place dans l'entreprise, ils ont joué un rôle important, au cours des luttes qui se sont menées, les dernières semaines.

4) L'AJS

L'AJS disposait d'une implantation réelle dans l'entreprise. Le groupe s'est effondré à la suite du licenciement de son leader pour s'être absenté de l'usine pendant 5 jours sans motif (étant incapable de prouver l'existence d'un coup de fil). Il essaie de se reconstituer. Mais son apparition reste épisodique et son rôle réduit.

5) Les Maos

Il y a deux ans il existait un courant mao important (surtout GP) qui bénéficiait d'une certaine sympathie dans certains secteurs. Ceux là ont quitté l'usine. Il semble qu'il reste encore plus d'une dizaine de maos dans l'entreprise, dont 2 HR et 1 Ligne Rouge. Leur intervention est extrêmement discrète. Il faut ajouter à cela 2 ou 3 variétés de maoïstes (« Oser Luttes », GP) qui interviennent de l'extérieur sans avoir apparemment personne à l'intérieur.

III — Les prémisses de la fermeture

Le jeudi 9 mars, une note de la CGT annonce une « éventuelle fermeture de la Delle », d'après une information du journal des ASSÉDIC de la Région parisienne.

C'est la « panique » du côté des dirigeants de la CGT de Delle ; certains envisagent des débrayages sans préparation et sans perspectives.

Le 15 mars, à un meeting PCF sur la ville (présentation du programme par E. Fajon), nous intervenons pour demander ce que le PCF envisage de faire pour empêcher la fermeture de la Delle. « La nationalisation, bien sûr, en 73 ou 76, mais en attendant, que faire ? » Pas de réponse, bien sûr... En période préélectorale, le PCF ne veut bien entendu pas entendre parler de luttes « dures » à Saint Ouen, comme cela serait nécessaire sur la question de l'emploi.

Pour donner la note, « Le Réveil » journal local du PCF montait en épingle cette semaine-là l'activité d'un professeur gauchiste, dénoncé nominalement, et il philosophait sur les agissements gauchistes dans les usines de St Ouen et en particulier à l'Alsthom. D'où le titre évocateur de l'article : « **Quelles nouvelles provocations nous prépare-t-on à St Ouen ?** » (!!)

Le 15 mars est annoncé un Comité Central inter-entreprise exceptionnel, avec des représentants de Villeurbanne, Chalons, Macon et St Ouen.

Le CCE a lieu à St Ouen le vendredi 17 mars, et il doit annoncer la décision prise par la direction, au sujet de la

fermeture de la Delle.

IV — Le CCE du vendredi 17 mars

Le 17 mars, la CGT et la CFDT appellent à un débrayage sur la Delle à partir de 14 h 30 pendant la durée du CCE, avec tenue d'une assemblée générale pour informer les grévistes. Ce débrayage est préparé par une série de réunions du personnel. Tout le personnel est très sensibilisé, mais les propositions effectives d'action sont rares. Dans l'une de ces réunions un camarade de la Ligue intervient et commence par poser des jalons sur les formes de lutte à venir :

« Une partie du personnel pense que, dans la situation présente, il est seulement nécessaire de négocier dans les meilleures conditions de futurs reclassements ou mutations.

L'autre partie du personnel pense qu'il est nécessaire de maintenir le plein emploi, ici même à St Ouen, tout en fabriquant un autre type de matériel.

Dès maintenant nous devons nous prononcer, car les formes de lutte pour l'une ou l'autre de ces propositions sont différentes.

En ce qui me concerne, je défends la position de notre droit au travail, **ici même**. Mais cela exige des formes de lutte très élevées. Nous devons en débattre ; le patronat peut essayer de faire fabriquer ailleurs les quelques millions de francs de matériel qu'il reste à fabriquer. Il nous faut être vigilants pour ne pas permettre :

— que ce matériel, tôleries, disjoncteurs, etc... quitte l'usine,

— que les dossiers de fabrication, schémas, plans, soient remis en sous-traitance, ou aux autres établissements de Delle,

— que les machines quittent l'établissement.

Pour cela, il faut des piquets de non-intervention et un comité de grève très large. Mais tout cela n'est pas encore suffisant : comme les travailleurs de Luchoire, d'Air Industrie, et d'autres avant eux, nous, travailleurs de Delle-Alsthom, allons-nous nous lancer dans des actions, et une fois de plus, ces actions seraient vouées à l'échec, si elles ne bénéficient pas du soutien actif le plus large des travailleurs qui ne sont pas encore touchés par les licenciements, et en premier lieu la Savoissienne ».

Cette intervention fut écoutée et bien accueillie. Mais les responsables syndicaux ne se prononcèrent pas. A 14 h 30, le débrayage est total : tous les travailleurs, horaires, mensuels et cadres sont dans la cour (sauf le chef du personnel et le directeur...) visiblement avec l'accord de la Direction locale espérant monnayer et trouver des garanties contre un développement inconsidéré de l'action.

On attend anxieusement les résultats. Beaucoup ne veulent pas encore y croire. A l'interruption de séance, les délégués CGT semblent accepter un report de la décision à 8 jours. La colère est grande : une idée lancée par les militants de la Ligue, est largement reprise parmi tous ceux qui font le pied de grue : que la direction avoue tout de suite ses projets, et qu'elle vienne les expliquer ici devant tout le monde ! Mais la proposition n'est pas retenue, et la réunion reprend. Et le temps passe... Contrairement à ce qui est convenu, les délégués ne reviennent pas donner des nouvelles toutes les 1/2 heures. Les choses traînent en longueur ; l'assemblée s'effiloche. Tout cela aura simplement servi à entendre finalement la direction confirmer ce qu'on savait déjà : la fermeture de